

ce débat, n'a rien dit. En vérité, il mérite le prix de l'année pour les œuvres d'imagination. Le gouvernement actuel a fondé sa campagne électorale sur l'unique besoin d'une majorité. Le premier ministre et ses partisans, y compris les ministres du Cabinet, ont exposé la même idée, dans tous les discours qu'ils ont prononcés à travers le pays, soit que les élections ont été déclenchées pour obtenir une majorité sans laquelle ils ne pouvaient poursuivre leur travail.

● (3.40 p.m.)

Au cours de l'émission télévisée où il a annoncé les élections, le premier ministre a répété à maintes reprises qu'il lui fallait une majorité et que c'était la seule raison de déclencher des élections. Selon lui, une majorité était primordiale. Les électeurs du pays ont rejeté carrément cette demande. Le gouvernement qui prétendait ne pouvoir se maintenir sans une majorité a tout simplement joué aux chaises musicales, remanié certains ministères, tenté de faire peau neuve, et le voici comme avant; le même vieux discours du trône ampoulé, diffus, exposant des programmes flous. Rien pour les travailleurs, rien pour les cultivateurs, rien pour le Canadien moyen et rien pour les vieillards pensionnés.

**L'hon. M. Starr:** Honte.

**M. Nielsen:** Seulement les mêmes anciennes promesses enflées qui figuraient dans les trois derniers discours du trône.

**L'hon. M. Starr:** La même vieille équipe.

**M. Nielsen:** Le premier ministre trouvait à redire hier à la déclaration portant que la défaite du gouvernement n'entraînerait pas nécessairement des élections. Il s'est reporté au mois de janvier 1958, alors qu'il avait lui-même formulé la même proposition. En fait, sa proposition était sous forme d'amendement. Nous nous y sommes opposés. Il oublie que, pendant la campagne, il a soutenu qu'il lui fallait une majorité pour gouverner le pays. Il oublie qu'en juin dernier, il a dit qu'il ne déclencherait pas d'élections et que nous reviendrions en septembre disposer du grand programme que le gouvernement avait préparé à notre intention.

Hier soir, nous avons entendu le premier ministre lancer un défi incertain aux provinces. Le voilà qui pose soudainement au grand défenseur du Parlement et du gouvernement central, du même gouvernement qui a été balayé par tous les vents depuis son accession au pouvoir. Aujourd'hui, le premier ministre dit: «Nous devons être forts. N'essayez pas de nous bousculer.» Ce n'est qu'un mythe. Sachant que des élections approchent dans la province de Québec et de connivence avec M. Lesage, il est en train de monter un épouvantail, par opportunisme politique. Rien de plus.

[M. Nielsen.]

M. Lesage va dîner au 24, rue Sussex. M. Lesage offre des carottes comme à un âne; le premier ministre lui offre des morceaux de choix. La position du premier ministre hier me faisait penser à Humpty-Dumpty après sa chute. Il affirme maintenant que le tout doit être plus grand que les parties, après avoir fait dans le tissu de la Confédération un trou assez vaste pour y faire passer la plus grande province du Canada. Il devait souffrir d'un affreux complexe de culpabilité en énonçant sa rétractation et la répudiation de l'attitude que son gouvernement avait adoptée en 1963. Hier soir, il a dit que nous serions jugés sur des actes, et non pas sur des mots. Ce critère, appliqué à lui et à son gouvernement, ferait voir un gouvernement qui, au cours des trois dernières années, a participé passivement, et parfois activement, au démembrement des pouvoirs du gouvernement fédéral. Ils se sont présentés à chaque conférence fédérale-provinciale comme des agneaux à l'abattoir. Ils ont fait de la formule de retrait la pierre angulaire de leur politique et, comme résultat, le Québec s'est retiré de 14 programmes conjoints, pour lesquels il a obtenu une compensation, et il veut maintenant administrer lui-même les mesures de bien-être.

Il a dit qu'une avalanche de demandes unilatérales mettrait en danger la Confédération. Voilà exactement où les ont conduits leurs propres maladrotes, leurs gaucheries, leurs propres concessions. Le premier ministre s'en prend au Québec à cause de ses exigences. Il a laissé la porte ouverte et M. Lesage est entré. Maintenant il veut aller plus loin. Le premier ministre est nerveux et irritable; il est étrangement susceptible à ce sujet et avec raison. Les tactiques du gouvernement n'ont changé en rien. Le discours du premier ministre n'a aucune portée si on le compare à ses déclarations antérieures et à celles qui suivront évidemment.

L'autre soir, à la télévision avec M. Lynch, le premier ministre a dit bien clairement que le gouvernement se préparait à faire encore une concession dans le domaine du bien-être social. Le premier ministre a dit que certains «arrangements» étaient possibles. Comme l'honorable député de Red-Deer (M. Thompson), mais dans des circonstances différentes, le premier ministre fait le lion à la Chambre et le mouton à la télévision.

**L'hon. M. Starr:** Il craint que M. Lesage ne soit devant son appareil.

**M. Nielsen:** Or, le premier ministre dit . . . Mais je n'irai pas plus loin. C'est toujours la même rengaine. Et voici qu'à la Chambre, il vient solennellement et sérieusement nous mettre en garde contre ce que son gouverne-